













ARREST
DE LA COUR
DE PARLEMENT
contre les rebelles.



A POICTIERS.

Par Abraham Mounin, Imprimeur & Libraire.
Iouxtre la copie imprimée à Tolose,

CASE

F

39

326

1628 f/s

THE
LIBRARY



51-327

ARREST
DE LA COUR
DE PARLEMENT
contre les Rebelles.

S V R ce qui a esté représenté à la Cour par le Seigneur Prince de Condé, premier Prince du sang, premier Pair de France & Lieutenant general pour le Roy en ses armées de Languedoc, Guyenne, Dauphiné & Lyonnois, que l'inexécution des declarations du Roy en ce qui concerne les peines indites contre les rebelles, portoit plus librement les subiects à la rebellion par si frequentes recidivez, que la ruine de l'estendue de ce ressort s'en suiuitoit, si les chastimens n'estoient aduellement executez, & que ce crime de leze Maiesté de perfidie, trahison, desloyauté, trouble au repos public demeurast impuny, mesme en la presente rebellion, qui n'est pretextée de guerre de religion, les Edicts ayant esté sainctement entretenus, mais qui n'est qu'une conspiration faicte contre le Roy & son Estat par le Duc de Rohan & Sieur de Soubise en faueur du Roy d'Angleterre, qu'ils ont sulcité de faire de puissans armemens sur mer, pour enuahir l'Isle de Ré, & se rendre maistres de la Rochelle par coniuration & complicité des habitans du lieu, & d'autres ports, havres & villes du Royaume: Que l'accroissement du mal procedoit de ce que plusieurs Catholiques & autres subiects du Roy faisoient profession de la Religion reformée, abusans de la bonté du

Roy, feignant estre en son obeissance par le moyen des actes de submissions qu'ils font au Grefes, conformement à ladite declaration de sa Maiesté, de ne vouloir adherer a la faction dudit Duc de Rohan, neantmoins ne laissent de hanter & frequenter avec lesdits rebelles, leur donner les accez libres, voire aduis de tout ce qui se passe, faciliter le passage des emissaires dudit Duc de Rohan, & autres les negociateurs contre le repos public & de ceux qui portent ses lettres & paquets, qui sont actes de trahison & perfidie grandement punissables, & d'autres pour vendre mieux leurs grains, vins, huilles, sel, poudres, plomb, & autres denrées, en font porter aux villes rebelles, nonobstant les deffences & prohibitions faictes par les Arrests de ladite Cour, & d'autres leur facilitent le trafic commerce, & debit des marchandises de leurs manufactures & de leurs denrées par achats qu'ils en font, ou adueu sous leurs noms & autres deguise-mes, à quoy il estoit necessaire de pourvoir.

LA COVR, les Chambres assemblées, presens ledit Seigneur Prince de Condé & le Sr. Duc de Montmoiray Gouverneur & Lieutenant general pour sa Maiesté en Languedoc, a déclaré & declare les villes & communantez, officiers, Gentils hommes, & autres subiects du Roy de quelque qualité & condition qu'ils soient, qui suivent la rebellion dudit Duc de Rohan, & ont pris les armes sous son adueu, criminels de leze Maiesté, perturbateurs du repos public, descheus du benefice des Edits, & ce faisant a déclaré & declare lesdictes Villes & communantez privées de tous privileges, dons, offroys, & autres concessions a eux faictes, & dont ils ont eu droit de iouyr iusques a present : Ordonne que leurs murs, tours, portaux, & autres fortifications seront rasées & demantelées, & leurs fosses comblez, lesdits Officiers descheuz & privés de leurs offices, & iceux acquis & cōfisquezz à la Maiesté, vaccants & impetrables, & lesdicts

Gentils hommes, leurs enfans & posterité decheus des grades, prerogatives, & de tous priuileges de Noblesse: Declare pareillement ladiete Cour les biens de tous lesdits rebelles tant meubles qu'immeubles, droicts, noms raisons, & actions acquis & confisque au Roy, & vnis à son Domaine: & neantmoins ordonne que pour marque & memoire de leur perfidies trahisons, & infames rebellions il sera procedé au razement des chasteaux & maisons fortes desdits rebelles, & leurs bois & forests degradés à trois pieds de haut. Enioint aux Officiers & Consuls des lieux chascun en leur esteduë, faire exactement & diligemment proceder à la saisie de tous lesdits biens, tant meubles qu'immeubles, fons, fruiets, debtes, cedulaes, obligations, & autres droicts à eux appartenâs, & au regime d'iceux y establir bôs sequestres, pour estre fait desdits fruiets beaux, au profit de sa Maiesté, & tous les mois enuoyer a ladiete Cour les procezverbanx de leurs diligences: & neantmoins ordonne qu'il sera procedé contre les partielliers par la rigueur des Ordonnances & declarations du Roy, Fait ladiete Cour iteratines deffences & inhibicions à tous Gentilshômes tant Catholiques, que de ladite religion pretendue Reformée, & tous autres subiects du Roy de quelque qualité & condition qu'ils soient, hanter ny frequenter avec lesdits rebelles, leur porter faueur, secours, ayde, donner couuert, accueil ny passage en leurs Chasteaux & maisons, escorte à leurs armes, personnes, seruiteurs domestiques, fauoriser le passage de leur lettres & negociateurs, marchandises, viures, & autres commoditez, à peine d'estre declarez criminels de leze Maiesté, & d'estre procedé contre eux comme contre complices & fauteurs de ladite rebellion, & punis de memes peines. Comme aussi à toutes communautéz & particuliers de quelque qualité & condition qu'ils soient, fournir directement, ny indirectement ausdites villes, chasteaux, &

particuliers qui sont en la rebellion, bleds, grains, vins, sels, huilles, ny aucuns autres viures, denrées, marchandises, de quelque nature, qualité & condition qu'elles soient, à peine de confiscation, ensemble des cheuaux, harnois, & bateaux qui les conduiront, & de la vie de ceux qui en feront la conduite ou commerce, & de confiscation de tous leurs biens. Enioin& ladite Cour à tous subiects du Roy de leur coudre sus, à son de tocsin, & par assemblées publiques, de proche en proche, les rombre & tailler en pièces. Fait& ladicte Cour deslences à tous subiects du Roy, payer audus rebelles aucunes contributions, ny assister aux travaux de leurs fortifications sur mesmes peines. Enioin& pareillement ladite Cour à tous Officiers & Consuls des villes du ressort chacun en tant qu'a eux appartient en l'estendue de leurs iurisdicions & Consulats, faire publier en leurs auditoires iours de plaids, & aux places publiques iour de marché à son de trompe & cry public, afficher & placarder deuant les portes de leur villes & Eglises le present Arrest & le faire exactement executer de point en point selon la forme & teneur, dresser procès verbaux de toutes les villes, chasteaux, meteries, & autres heritages estans en l'estenduë de leurs iurisdicions & Consulats appartenants aux rebelles, contenant par le menu les declarations des appartenances & dependances desdites meteries, ensemble de leurs meubles, debtes, noms, droits, raisons, actions & obligations, & les enuoyer par deuers ladite Cour dans le mois apres la publication du presët Arrest, informer des contreuentions à iceluy, & proceder contre les coupables selon la rigueur des Ordonnances, à peine d'estre lesdits Officiers en cas de conniuenes & dissimulations prius de leur offices, & d'estre declarez incapables de leur offices Royaux, & neâtmoins respondre au Roy & à la Cour de tous incōueniens qui en pourront suruenir, & demander arbitraire, adiugât

ladite Cour sous le bon plaisir du Roy aux denonciateurs des biens meubles, debtes, & autres droits desdits rebelles, le tiers de ce qui sera descouvert a leur diligence, dont deliurance leur sera faite sans aucune formalité de procez: Aux debiteurs desquels rebelles, enjoinct ladite Cour faire revelation & denonciation pardevant lesdits Officiers desdites seneschaussées, ou Juges Royaux des lieux, de ce qu'ils doiuent ausdits rebelles dans huitaine apres la publication du present Arrest, à peine en cas de descouverte d'ailleurs, d'estre condempnez d'è payer le double, dont la moitié sera applicable au denonciateur, & neantmoins au cas qu'ils viendroient deceler & enregistrer leurdites debtes pardevant les Officiers de la iustice Royale des lieux, leur en a ladite Cour sous le bon plaisir du Roy, remis & quitté le quart, sans preiudice pour le paiement du surplus de leur dette, leur estre octroyé tel delay que de raison. Fait aussi ladite Cour inhibitions & deffences aux Officiers & Consuls des villes du ressort, Fermiers des entrées & sorties d'icelles, à ceux qui ont le party de la marque des draps, & tous autres subiects du Roy souffrir aucun debit, ny commerce de serges, draps, & autres manufactures desdites villes rebelles, desquelles ladite Cour a inhibé & defend le commerce, les declarant acquises & confisquées à sadite Maiesté: Ordonne que à cet effect il en sera faite perquisition, la part ou elles pourroient estre trouuées dans les magasins. Et que si aucunes se trouvent reserrez dans les villes qui sont sous l'obeyssance du Roy, qu'elles seront indiquées par ceux qui en sont depositaires, à peine en cas de recèlement de quatre mil liures d'amande, & autre arbitraire: & neantmoins que le quart d'icelles marchandises seront delivrées au denonciateurs en vertu du present Arrest. Et pour estre l'execution d'iceluy plus exactement faite, ordonne ladite cour qu'a la requeste du Procureur general du

Roy en l'estenduë du ressort, il sera procédé à la publication de monitoires en forme de droit à la diligence de ses Substituts sur les lieux, auxquels ladite Cour enjoindra de faire toutes diligences, à peine de quatre mille liures, & autre arbitraire, & sera le present Arrest mis es mains dudit Seigneur Prince de Condé, pour y apporter la main forte, & y employer l'autorité des armes du Roy. Donnée à Tolose en Parlement, le 22. Januier mil six cens vingt huit.

DE MALENFANT.



















































